

<http://www.ujfp.org/spip.php?article2131>



Montauban. 3 questions à Pierre Stambul (co-président de l'UJFP)

- L'UJFP en action - Les plumes de l'UJFP -



Date de mise en ligne : vendredi 3 février 2012

Copyright © UJFP - Tous droits réservés



Pierre Stambul./Photo DDM

Pierre Stambul donnera une conférence Samedi 4 Février (à 20h30 Salle Saint Joseph) sur le thème : « Palestine-Israël, deux états ? Un état ? Quelles sont les conditions de la paix ? ». Pierre Stambul est co-président de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) .

Une association juive qui défend les droits des Palestiniens ? Comment est-ce possible ?

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) existe depuis 1993. C'est un état juif qui détruit la Palestine, ce sont des colonies « juives » qui balafrent les territoires occupés. Le crime est commis en notre nom. A l'UJFP, nous sommes les héritiers des Juifs qui se sont battus contre tous les racismes et pour l'égalité des droits, qui ont résisté au nazisme et refusé le colonialisme. La politique de négation et de destruction de la Palestine menée par l'Etat d'Israël n'est pas seulement criminelle. Elle est aussi suicidaire pour les Juifs du monde entier. La guerre actuelle porte sur des questions essentielles : l'égalité des droits, le refus du colonialisme et de l'apartheid, l'immoralité de l'occupation. C'est en tant que Juifs et au nom de notre histoire que nous soutenons totalement les droits des Palestiniens.

Un Etat ou deux Etats... En quoi cette question est-elle importante ?

Le « crime fondateur » de cette guerre, la « Naqba » (la catastrophe) a eu lieu en 1948 avec l'expulsion préméditée de 800 000 Palestiniens de leur propre pays. Depuis, l'occupation a fait éclater la Palestine en plusieurs entités ayant des statuts divers : la Cisjordanie, Gaza, Jérusalem-Est, les Palestiniens d'Israël (qui vivent une situation d'apartheid) et les réfugiés dispersés dans le monde. En 1988, l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) a fait une concession immense : limiter la revendication palestinienne à un Etat sur 22% de la Palestine historique. Mais les dirigeants israéliens ont rendu cette idée irréalisable. Les annexions, la colonisation (plus de 500 000 colons), l'encerclement des villes palestiniennes font qu'un Etat palestinien serait au mieux un « bantoustan » non viable. Aujourd'hui, entre Méditerranée et Jourdain, les Palestiniens forment environ 50% de la population. On est entré de fait dans une lutte pour l'égalité des droits dans un espace unique. De toute façon la question d'un « Etat juif » est posée.

Quelles perspectives voyez-vous pour l'issue de ce conflit ?

C'est l'impunité des dirigeants israéliens qui permet la poursuite de cette guerre. Les principaux dirigeants occidentaux soutiennent inconditionnellement la politique israélienne. Face à cette complicité, 172 associations palestiniennes ont lancé en 2005 l'appel à la société civile du monde entier au BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) contre l'Etat d'Israël tant que durera l'occupation. Cet appel a déjà remporté de grands succès. Il fait peur aux dirigeants israéliens. Tant qu'ils ne subiront pas ce que les dirigeants Blancs de l'Afrique du Sud ont subi à l'époque de l'apartheid, une paix fondée sur l'égalité des droits sera impossible.